

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Catherine NEVEU, *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*. Villeneuve d'Ascq, Les Presses Universitaires du Septentrion, 2003, 246 p., bibliogr.

par Bernard Roy

Anthropologie et Sociétés, vol. 30, n° 2, 2006, p. 268-271.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/014139ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

« anomalies céphaliques » et la pesée des cerveaux, la psychologie et la biologie mais aussi des dictons, des anecdotes, des allégories religieuses, des photographies, des proverbes et des phrases tirées de la littérature philosophique ou poétique et, bien sûr, la comparaison avec le monde animal.

Dans la seconde partie, Lombroso va s'intéresser aux crimes commis par les femelles dans le règne animal puis à ceux des êtres sauvages et des femmes primitives pour rapprocher les comportements des femmes criminelles et des prostituées de ceux de la vie sauvage. Les troisième et quatrième parties sont consacrées à l'examen anatomo-pathologique et anthropométrique, à la psychologie, la sensibilité sexuelle, au lesbianisme et aux psychopathies sexuelles des femmes criminelles et des prostituées. Si pour lui « toute femme a un fond de cruauté », la femme criminelle a tendance à faire souffrir ses ennemies par une torture lente et continue qui découle de sa faiblesse originelle, mécanisme de défense devenu héréditaire qui conditionne ses réactions.

Parce qu'il était convaincu que les femmes étaient inférieures aux hommes et qu'il voulait défendre envers et contre tout son modèle théorique sur l'atavisme criminel, Lombroso ne pouvait résoudre le problème du faible engagement des femmes dans les activités criminelles, reflétant nécessairement leur « supériorité » sur les hommes puisque d'un niveau d'atavisme moins élevé. « L'art » de Lombroso va consister à transformer sa logique comparative et scientifique en un discours souvent contradictoire venant confirmer ses croyances intimes sur l'infériorité des femmes.

Si les théories Lombrosiennes sur l'atavisme criminel et la nature des femmes ont été abandonnées, que sa démarche inductive, ses contradictions, ses conclusions erronées, son échantillon de recherche biaisé furent amplement critiqués, cette réédition et les notes critiques qui l'accompagnent participent à stimuler notre vigilance critique envers toutes les tentatives passées, présentes ou à venir de naturalisation et de hiérarchisation de comportements sociaux.

Fabrice Fernandez (fabricefernandez@yahoo.fr)
Institut de Sciences Sociales Raymond-Ledrut
Laboratoire CIRUS-CERS
5, Allées Antonio-Machado
31058 Toulouse Cedex 9
France

Catherine NEVEU, *Citoyenneté et espace public. Habitants, jeunes et citoyens dans une ville du Nord*. Villeneuve d'Ascq, Les Presses Universitaires du Septentrion, 2003, 246 p., bibliogr.

D'entrée de jeu, Catherine Neveu affirme que la question de la participation des habitants est un classique de la politique des quartiers. C'est effectivement le cas en France bien sûr, mais également ici au Québec et ailleurs. De fait, ce thème est remâché et rabâché, un « récitatif obligé » pour reprendre l'expression de Jean-Marie Delarue. Voilà une question inscrite dans la trame urbaine, mais également inscrite à l'ordre du jour de bien d'autres secteurs d'activités et tout particulièrement dans les milieux de la santé. La stratégie globale de développement de la santé défendue et bonifiée par l'OMS depuis le début des années 1980

reconnaît clairement l'importance de la participation des collectivités. En tant qu'anthropologue de la santé grandement intéressé par la question de la participation citoyenne, il ne fait aucun doute que j'ai été particulièrement interpellé par l'ouvrage de Catherine Neveu.

Cet ouvrage offre, à mes yeux, une contribution majeure à la réflexion sur les conditions contemporaines d'exercice d'une citoyenneté locale. Cet ouvrage révèle les limites et les apories de différents modèles de citoyenneté, soit, de manière plus précise, de modèles normatifs de citoyenneté locale ainsi que d'un certain modèle de citoyenneté reposant sur un universalisme et des individus abstraits.

Ce travail, Catherine Neveu l'a réalisé en relevant le pari de s'inscrire dans une démarche anthropologique où le choix du terrain constitue un élément clé. Pour réaliser cette enquête, Neveu a choisi la ville de Roubaix, une localité du nord de la France. Une ville offrant un poste d'observation adapté à son propos. À la fois conforme au modèle « normal » Roubaix présente des quartiers où l'habitant affiche de fortes identités locales et où existe une longue tradition de participation en plus d'un important déploiement de politiques publiques partenariales. Au cours des années 1970, cette ville fut également le siège du développement de conceptions critiques des enjeux et de la nature tant de la participation que de la citoyenneté.

La recherche que nous présente Catherine Neveu ne se contente toutefois pas de nous présenter une stricte monographie comparative entre trois fractions de Roubaix. En posant son regard sur trois quartiers, la chercheuse adopte du coup une position critique face au concept même de quartier. Elle nous le présente alors comme un lieu de proximité qui, dans le discours, se distingue « des autres lieux de négociations ou de régulations en ce qu'il aurait des vertus de réconciliation d'une part, et qu'il permettrait, d'autre part, d'établir une échelle de saisie des problèmes et des solutions qui soit acceptable par tous » (p. 17).

L'ouvrage de Neveu est une éloquente démonstration de la pertinence et de la force de la démarche anthropologique pour comprendre des phénomènes complexes souvent réduits à leur plus simple expression par les contingences expertes, administratives ou encore de services. En réalisant cette démarche ethnographique au cœur des quartiers de Roubaix, la chercheuse s'est donné les moyens d'observer des pratiques participatives et de colliger un riche corpus de données.

En prenant acte de la diversité des conceptions qui ont émergé des entrevues et des observations, elle a pu trouver l'espace et les moyens pour construire un solide argumentaire s'inscrivant en contrepois de l'unanimisme en regard de la participation et de la citoyenneté. Cette recherche renforce le postulat anthropologique voulant que « l'observation localisée de pratiques et de représentations sur la citoyenneté et la participation peut seule permettre de dépasser les limites des constructions normatives en la matière » (p. 19).

Tout au long de son terrain à Roubaix, Catherine Neveu a cherché à cerner, à saisir, et à comprendre, pour mieux les définir, les complexes contours de la citoyenneté. En se contentant des construits normatifs, la chercheuse n'aurait probablement pu trouver que des « habitants » ainsi que des « jeunes » et ne jamais trouver le « vrai » citoyen. Saisissant les sens multiples que les acteurs du milieu ont donnés à ces catégories, débusquant les processus historiques ayant conduit à la cristallisation de ces catégorisations, Neveu a su saisir la vivacité et les dimensions pluridimensionnelles de la citoyenneté.

Neveu se positionne en marge du discours passéiste et victimiste. Elle renonce au discours normatif de la citoyenneté, s'inscrivant ainsi en rupture avec toute lamentation affirmant que le citoyen n'existe plus. Elle met en garde contre tout enfermement du concept de

citoyenneté dans une stricte définition abstraite ou théorique prétendant offrir les indicateurs nécessaires pour mesurer le degré de conformité des individus réels à ces modèles (p. 215).

L'archéologie de « l'habitant » et du « jeune » que réalise Neveu met à jour les grands pans de la trame historique sur laquelle se sont définies ces catégories sociales, catégories résultant de processus historiques spécifiques renforcés par un découpage particulier de la population. Si les premiers apparaissent tout à fait intégrés à leurs quartiers, à la société française, et revendiquent une plus grande « participation », les seconds, du fait de leurs origines, se trouvent placés dans une situation spécifique au sein de la société française. Ainsi, les « jeunes » expriment leurs désirs d'intégration, ainsi que leurs fortes aspirations à la reconnaissance et à l'expression dans un espace public dont ils se sentent plutôt exclus.

Neveu estime que la « participation des habitants » a pris la forme d'une stricte ritualisation dont la finalité est à la fois de « donner à voir » l'existence ou plutôt l'illusion de processus de démocratie et de participation. Ce rituel masquerait du coup le fait que « diverses conceptions, assez aisément repérables, co-existent sans qu'elles ne soient jamais explicitement formulées et débattues dans l'espace public » (p. 121). Une ritualisation offrant un contexte tout à fait propice à l'exclusion du champ politique de la participation. Plusieurs exemples québécois pourraient d'ailleurs appuyer ce constat de Catherine Neveu.

Pour plusieurs, la question de la citoyenneté se décline depuis une grammaire géographique et plutôt technique. Catherine Neveu estime pour sa part que les conditions contemporaines de (re)définition de la citoyenneté ne relèvent surtout pas d'une question d'échelle. La citoyenneté est d'abord et avant tout une question de processus et d'enjeux. La proximité déployée depuis un strict point de vue géographique, par l'ancrage « dans les quartiers », risque de s'avérer tout à fait antinomique avec le développement d'une proximité politique (p. 87). Pour Neveu, et nous partageons son énoncé, la dimension politique est effacée du champ de la participation au profit de registres de gestionnaires et de techniciens ou encore de professionnels du service. Dans ce contexte, la participation devient un instrument de la régulation et de la gestion urbaine (p. 90).

À travers l'exemple roubaisien, Neveu illustre bien que la transformation des associations de quartiers en prestataires de services, ajoutée à une dépolitisation et à l'élimination des débats dans le cas des Comités de quartier, a conduit à l'émergence de processus délétères en matière de citoyenneté (p. 225).

Nous ne pouvons que partager les propos d'Hermann van Gusteren que Catherine Neveu inscrit en conclusion de son ouvrage : « La citoyenneté concerne ce refus, ce droit de dire non, d'entrer et de sortir des identités sans être piégé en elles. En ce sens, la citoyenneté est un rôle spécifique, et non juste une identité parmi d'autres. C'est comme si elle remplissait une fonction de liaison (*overarching*) et de médiation dans le trafic entre identités » (van Gusteren 1993 cité par Neveu p. 232).

Le concept de participation est largement utilisé dans les milieux politiques et autres, mais sa signification demeure peu claire. L'ouvrage de Catherine Neveu a le mérite de jeter un éclairage cru sur les définitions simplistes et ouvre la voie de l'inévitable politisation de ce concept. Politisation en ce sens qu'il ne peut y avoir de réflexion sur le concept de participation et de citoyenneté sans prise en compte des incontournables questions de pouvoir.

Le fait que cet ouvrage relève d'un travail ethnographique profondément ancré dans la ville de Roubaix a le désavantage de créer parfois une distance avec le lecteur qui ne parvient pas toujours à se retrouver dans ces dynamiques urbaines françaises. Par contre, Catherine Neveu parvient à faire émerger de son matériel ethnographique des savoirs transversaux,

universaux, qui rejoindront le lecteur de tout horizon s'intéressant aux questions de citoyenneté et de participation.

Bernard Roy (bernard.roy@fsi.ulaval.ca)
Faculté des sciences infirmières
Université Laval
Québec (Québec) G1K 7P4
Canada

Irene SILVERBLATT, *Modern Inquisitions. Peru and the Colonial Origins of the Civilized World*. Durham et Londres, Duke University Press, 2004, 299 p., bibliogr., index.

La plupart des gens pensent que l'Inquisition qui a surgi à la fin du XV^e siècle dans la péninsule ibérique devant la soi-disant menace à la sécurité nationale que représentaient les Juifs, les sympathisants de ces derniers et les hérétiques de tout acabit était fondamentalement rétrograde et barbare. Pourtant, les règles étaient précises, sophistiquées et, surtout, tout ce qui en découlait, comme les arrestations, les témoignages, les consultations, était rigoureusement consigné, évoquant ainsi une pratique certes violente mais basée sur la raison. Historienne et anthropologue spécialisée sur l'Amérique andine, Irene Silverblatt a suivi le déploiement de l'Inquisition dans la vice-royauté du Pérou au XVII^e siècle dans le cadre d'un État colonial émergent. Plus particulièrement, elle s'est intéressée aux dynamiques de la construction de l'État moderne à travers les règles et les procédures bureaucratiques qui lui donnent sa forme concrète. En accord avec Bourdieu et Foucault, Silverblatt estime que la naissance de la bureaucratie moderne remonte au moins au XVII^e siècle et insiste pour inclure l'Inquisition espagnole sur la liste des bureaucraties modernes. Cette position est novatrice dans la mesure où, en raison des stéréotypes, on a tendance à associer l'Inquisition à l'absence de raison, donc au fanatisme et au sadisme. Au contraire, affirme Silverblatt, l'Inquisition aurait été une des bureaucraties les plus modernes de son temps.

On ne sera pas étonné que Silverblatt ait trouvé une de ses principales sources d'inspiration chez Arendt, particulièrement dans ses propos sur cette collusion de la violence et de la raison, de même que dans son concept de pensée raciale. Il s'agit d'un concept plus large que celui de la race ; ce concept permet de mieux saisir, d'une part, comment les structures inégales telles que la race, le genre, la religion et la classe s'articulent les unes aux autres dans le contexte de l'État et, d'autre part, comment ces structures, y compris l'État, finissent par faire partie intégrante de chacun de nous, participant ainsi au processus même d'individualisation.

L'objectif que poursuit Silverblatt est donc de comprendre la construction historique de l'État, en reconstituant la façon dont s'est institutionnalisée la pensée raciale et en montrant comment elle est devenue partie intégrante du politique et des sujets qui le configurent. Elle estime que la pensée raciale mise en pratique par l'Inquisition a revêtu deux dimensions. La première a consisté à racialisier la culture à travers la transformation de la pureté du sang (dont les Juifs, notamment, étaient dépourvus) en loi. Cette loi a été appliquée par l'État-nation aux fonctions économiques telles que celles de commerçants, propriétaires et militaires, ces fonctions n'étant accessibles qu'à certaines catégories sociales. La deuxième dimension de la pensée raciale, mise en œuvre à la faveur de la colonisation, est celle qui s'est